

OBSERVATOIRE DE LA VIOLENCE ET DE LA RÉSILIENCE EN HAÏTI

NUMÉRO

3 AVRIL
2025

En résumé



La Mission multinationale d'appui à la sécurité et la Police nationale d'Haïti prises entre le marteau et l'enclume.

La Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya en Haïti se trouve dans une situation de plus en plus complexe, et même avec 1 000 effectifs déployés, elle est encore loin d'attendre les 2 500 prévus. Malgré quelques victoires, les gangs ont repris l'initiative. La coordination compliquée entre la MMAS et la Police nationale d'Haïti, les difficultés à se déployer rapidement et à contrôler le territoire, ainsi que la collecte inadéquate de renseignements compliquent d'autant plus la réponse à la gouvernance des gangs. Un soutien international accru est crucial, nécessitant des mesures permettant d'appuyer une stratégie de sécurité immédiate et des réformes institutionnelles de fond, afin d'empêcher qu'Haïti ne s'enfonce davantage dans le chaos.



Le Conseil présidentiel de transition peine à asseoir sa légitimité politique face à l'insécurité croissante.

Entre janvier et mars, le Conseil présidentiel de transition d'Haïti est confronté à des défis importants en

matière de légitimité politique, en particulier face à la détérioration des conditions de sécurité. De plus, le Conseil électoral provisoire, récemment formé, a été officiellement chargé d'organiser les élections présidentielles, prévues pour novembre 2025. Mais à l'heure actuelle, seuls huit des dix départements d'Haïti pourraient potentiellement organiser des élections, ce qui exclurait jusqu'à 60 % des électeurs éligibles en raison du contrôle des gangs sur les départements de l'Artibonite et de l'Ouest. Compte tenu de l'emprise des gangs sur Port-au-Prince, la possibilité d'élections libres et équitables reste très incertaine.



Violence des gangs en Haïti : le premier anniversaire de Viv Ansanm.

La crise sécuritaire en Haïti s'est aggravée entre décembre 2024 et février 2025, les gangs ayant continué de se comporter toujours davantage comme des acteurs de gouvernance, menés par la coalition Viv Ansanm. Tout en réduisant les violences aveugles dans certaines régions pour établir un contrôle économique par l'extorsion, les gangs ont ailleurs intensifié leur expansion territoriale. Leurs récentes attaques contre



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

Kenscoff, une commune montagneuse stratégique au-dessus de Port-au-Prince, représentent une évolution importante. En infiltrant ce quartier de la classe moyenne supérieure, ils cherchent à établir des bases plus proches de Pétion-Ville, le centre économique et politique de Port-au-Prince. Malgré les efforts de la Police nationale d'Haïti et de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, les gangs continuent de renforcer leur emprise, encerclant de fait la capitale et aggravant la crise humanitaire.



Les gangs haïtiens sont-ils en passe d'être reconnus politiquement ?

La coalition de gangs Viv Ansanm contrôle désormais 85 % de Port-au-Prince et cherche une plus grande

reconnaissance politique. En janvier, son chef a annoncé la transformation du groupe en parti politique et a proposé des changements structurels à la gouvernance du pays. Le Conseil présidentiel de transition d'Haïti s'est montré divisé sur la réponse à apporter ; certains membres ont envisagé de reconnaître la coalition, tandis que d'autres s'opposent fermement à toute alliance avec les gangs. Cette évolution confronte Haïti à un dilemme crucial : l'intégration politique pourrait inciter les gangs à cesser leurs activités, mais elle pourrait aussi formaliser des structures de pouvoir violentes. Pour aller de l'avant, des politiques institutionnelles transparentes de démobilisation des groupes criminels sont nécessaires, plutôt que des accords politiques informels.

À PROPOS DE CE BULLETIN DE RISQUE

Le troisième numéro du Bulletin de risque de la violence et de la résilience en Haïti analyse la violence persistante commise par les gangs dans le pays et le premier anniversaire de Vivre ensemble (Viv Ansanm, en créole haïtien), la coalition de gangs qui a transformé le paysage sécuritaire. Il examine l'évolution des tactiques des gangs, leur contrôle territorial en expansion et leurs ambitions politiques accrues dans le contexte plus large des crises institutionnelles, humanitaires et sécuritaires en Haïti. Enfin, il se penche sur les facteurs et les dynamiques qui ont entraîné une intensification de la violence et renforcé l'influence des groupes criminels et des économies illicites.

La gouvernance criminelle continue de gagner du terrain, sans que les autorités haïtiennes ou la communauté internationale ne puissent la contester. Ceci est particulièrement à travers le régime d'extorsion qui est imposé sur une large partie de la région métropolitaine de Port-au-Prince, mais aussi dans l'Artibonite. En outre, l'émergence de Viv Ansanm en tant que force unifiée au cours de l'année écoulée est particulièrement préoccupante sur le plan politique. Elle exerce de plus en plus de pression sur la transition haïtienne, créant de nouveaux dilemmes pour le gouvernement haïtien et les acteurs internationaux vis-à-vis de l'attitude à adopter face aux groupes criminels.

La persistance de la violence des gangs entre décembre 2024 et février 2025 a entraîné de graves conséquences

pour la population, notamment des déplacements massifs, un effondrement de l'économie et une insécurité généralisée. Les forces de l'ordre nationales se sont avérées inefficaces dans la lutte contre les activités des gangs. Dans le même temps, les efforts internationaux, en particulier la Mission multinationale d'appui à la sécurité menée par le Kenya, restent limités par des faiblesses opérationnelles. Enlisées dans une impasse sécuritaire et stratégique, incapables de répondre au défi territorial et social posé par les gangs, les forces haïtiennes et internationales demeurent prises entre le marteau et l'enclume.

Enfin, depuis sa création en avril 2024, le Conseil présidentiel de transition d'Haïti a été confronté à des obstacles considérables dans la mise en œuvre de réformes réelles en matière de sécurité et de gouvernance. Cela a installé Haïti dans un état de paralysie politique et stratégique, qui a perduré durant les deux premiers mois de 2024. Cela a des implications déterminantes pour la gouvernance future (y compris la possibilité d'organiser des élections en novembre 2025), la coopération internationale et les efforts plus larges pour restaurer la stabilité, la justice et l'ordre public.

La complexité de la crise, qui s'aggrave en Haïti, souligne le besoin urgent d'une réponse coordonnée et multidimensionnelle afin de s'attaquer aux causes profondes et aux symptômes du conflit que traverse le pays.

La Mission multinationale d'appui à la sécurité et la Police nationale d'Haïti prises entre le marteau et l'enclume.

La Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya se trouve dans une position de plus en plus complexe. Avec environ 1 000 effectifs déployés, contre les 2 500 prévus à l'origine, sa portée opérationnelle reste limitée.¹

Si la mission a remporté de maigres victoires symboliques depuis son déploiement en juin dernier, comme la saisie d'une résidence du chef de gang Chérizier à la fin du mois de novembre 2024, les gangs n'ont jamais perdu leur domination.² Le week-end du 22 février 2025, de plus, la MMAS a connu sa première perte humaine. Un officier kenyan a été abattu alors que les troupes répondaient à un appel de détresse lancé par des habitants de la commune de Port-Sondé, une zone rurale commerciale de la région de l'Artibonite.³

Aussi, la mission peine-t-elle à contester le contrôle territorial et social des gangs, en particulier dans les zones urbaines stratégiques, ce qui compromet ses efforts pour rétablir l'ordre et sécuriser les infrastructures vitales. Les difficultés de la MMAS s'inscrivent également dans le contexte d'une crise humanitaire qui s'aggrave. Les gangs continuent de freiner les efforts humanitaires en limitant l'accès aux populations vulnérables et en coupant certaines voies d'approvisionnement, ce qui entraîne des pénuries de nourriture et de médicaments et aggrave encore les conditions de vie des habitants. Les travailleurs humanitaires, enfin, ont été pris pour cible et des infrastructures vitales, telles que des centres médicaux et des centres d'hébergement, ont été détruits.⁴

Ensuite, les récentes attaques à Kenscoff (voir point 3) ont mis en évidence trois points importants. Premièrement, les graves lacunes en matière de coordination, de dialogue et de confiance entre la Police nationale d'Haïti (PNH) et la MMAS, mais aussi l'affaiblissement institutionnel de la PNH, lié à des fractures internes au sein du commandement, combiné à l'épuisement des hommes dû aux affrontements constants avec les gangs pendant des mois. Deuxièmement, et cela découle du premier problème, les difficultés de la PNH et de la MMAS à se déployer rapidement sur différents théâtres

d'opérations, en particulier lorsque ceux-ci sont géographiquement éloignés, et à maintenir le contrôle du territoire, repousser les gangs et gagner du terrain contre eux. Troisièmement, le besoin impérieux d'une collecte de renseignements plus efficace et de mécanismes de réponse rapide au sein de l'appareil sécuritaire d'Haïti. L'échec du gouvernement à réagir aux alertes données met en évidence des problèmes systémiques de coordination et d'allocation des ressources. En effet, des brèves de presse ont révélé que la PNH était au courant de l'attaque de Kenscoff, mais n'aurait pas été en mesure de réagir.⁵ Ces fuites s'ajoutent aux déclarations du maire de Kenscoff, Jean Massillon, qui a indiqué que lorsque les assaillants avaient encerclé la commune, les autorités locales ont peine à obtenir des renforts pour repousser l'assaut. Les attaques, qui n'ont pas cessé, ont causé d'importantes pertes en vies humaines et ont perturbé les activités agricoles.

Dans ce contexte, qui continue de se détériorer, une solution durable à la crise sécuritaire d'Haïti nécessite de reconstruire la PNH pour en faire une force compétente et crédible. Le 10 janvier 2025, l'Académie de la Police nationale d'Haïti a enregistré des progrès avec la remise de diplômes à 739 nouveaux officiers, dont 213 femmes.⁶ Néanmoins, les policiers haïtiens continuent d'être menacés, d'être mal ou pas payés, et de souffrir de conditions de travail particulièrement dégradées. Face à la montée de la violence, il est urgent de leur offrir une meilleure protection et un meilleur soutien. Suite à la fusillade qui a coûté la vie à un officier kenyan en février, Garry Jean Baptiste, par exemple, le leader de l'un des deux principaux syndicats de police d'Haïti, a appelé les représentants du gouvernement à fournir aux officiers plus d'équipements et de renforts, et a critiqué le retard dans les paiements et le manque d'aide financière pour les familles des officiers tués.⁷ Cependant, sans réforme systémique, il est peu probable que la PNH soit en mesure de devenir une force capable d'assurer la sécurité et la stabilité.

De son côté, la mission MMAS peut encore avoir un impact si elle bénéficie d'un soutien adéquat. La communauté internationale doit s'efforcer de trouver un



Patrouille de police à Port-au-Prince, mars 2025. La Police nationale d'Haïti perd actuellement la guerre contre les gangs de la ville.

Photo: Clarens Siffroy/AFP via Getty Images

équilibre entre les actions à court terme et les stratégies à long terme visant à reconstruire les institutions d'Haïti. Elle doit également agir de manière décisive pour étoffer la mission et renforcer les capacités de la PNH afin qu'elles puissent reprendre des territoires contrôlés par des gangs.

Enfin, la MMAS et la PNH doivent pouvoir bénéficier de formations opérationnelles et tactiques régulières, ainsi que de renseignements sur l'évolution des gangs dans leurs territoires. Cet aspect du développement opérationnel des forces de l'ordre nationales et internationales fait cruellement défaut à l'heure actuelle.

L'absence de planification stratégique ne permet pas de mener des opérations à long terme et de consolider une ligne claire. Les forces publiques, en particulier la MMAS, semblent manquer d'informations fiables sur le comportement des gangs, leur armement et leurs innovations tactiques, ce qui crée un avantage pour les groupes criminels dont ceux-ci sont parfaitement conscients. Il est essentiel que ces efforts soient soutenus par des ressources financières durables, des réformes policières approfondies et des stratégies de développement à long terme. Sans une telle approche multidimensionnelle, la descente d'Haïti dans le chaos est vouée à continuer.

Notes

- 1 Jacqueline Charles, *As gangs prepare to attack Haiti's capital, U.S. freezes critical aid for security mission*, Miami Herald, 5 février 2025.
- 2 Cyrus Ombati, *Kenya, Haitian troops flatten Barbecue's home*, The Star, 25 novembre 2024.
- 3 Vanessa Buschschlüter, *Kenyan police officer killed confronting gang members in Haiti*, BBC, 24 février 2025.
- 4 Jacqueline Charles, *Haitian gang shoots up crowded U.S. embassy van, wounding at least one employee*, Miami Herald, 20 janvier 2025; voir aussi Evens Sanon, *Haiti's shuttered main public hospital is set on fire in latest attack on the institution*, Associated Press, 13 février 2025.
- 5 Juhakenson Blaise, *Haiti's government know about deadly Kenscoff gang attack but did nothing to stop it*, The Haitian Times, 31 janvier 2025.
- 6 Guest Author et Juhakenson Blaise, *Haiti's National Police adds 739 officers to a depleted force*, The Haitian Times, 13 janvier 2025.
- 7 Evens Sanon, *A police union in Haiti demands more protection as gang violence surges*, AP News, 25 février 2025.

Le Conseil présidentiel de transition peine à asseoir sa légitimité politique face à l'insécurité croissante.

La crise sécuritaire persistante en Haïti a entraîné des développements politiques sous la direction du Conseil présidentiel de transition (CPT), bien que ce dernier peine souvent à mettre en œuvre ses stratégies. Pour faire face à la détérioration de la situation sécuritaire et ouvrir la voie à d'éventuelles élections, le CPT a annoncé en janvier 2025 la création d'un conseil de guerre destiné à affecter des ressources substantielles à la lutte contre les groupes criminels et à l'amélioration de la sécurité publique.¹ Le plan comprend l'allocation de fonds considérables à la Police nationale d'Haïti, mais les effets tardent à se faire sentir.

Le CPT était également chargé de mettre en place le Conseil électoral provisoire (CEP), l'organe responsable de l'organisation des élections présidentielles. Le fonctionnement effectif du CEP, composé de neuf membres, constitue une étape cruciale dans le rétablissement de la gouvernance démocratique en Haïti. Cet organe, mandaté par la Constitution, a pour

principales fonctions l'inscription des électeurs, l'approbation des candidats, l'application des lois électorales et la certification des résultats des élections.

Le CPT a souligné la nécessité d'organiser des élections pour rétablir une gouvernance légitime, mais la dégradation de la situation sécuritaire en Haïti pourrait gravement nuire à la participation des électeurs et à la crédibilité des élections. Le président du CPT, qui était en poste jusqu'au 7 mars 2025, Leslie Voltaire, a déclaré que seuls huit des dix départements d'Haïti pourraient être en mesure d'organiser des élections en novembre 2025 ; les départements de l'Artibonite et de l'Ouest risquent de ne pas pouvoir participer en raison de l'insécurité qui y règne.² En conséquence, on estime que jusqu'à 60 % des électeurs pourraient ne pas pouvoir voter.³ Cela représente un obstacle important à la tenue d'élections libres et équitables. Par ailleurs, des inquiétudes subsistent concernant la sécurité des candidats, des électeurs et du personnel électoral.

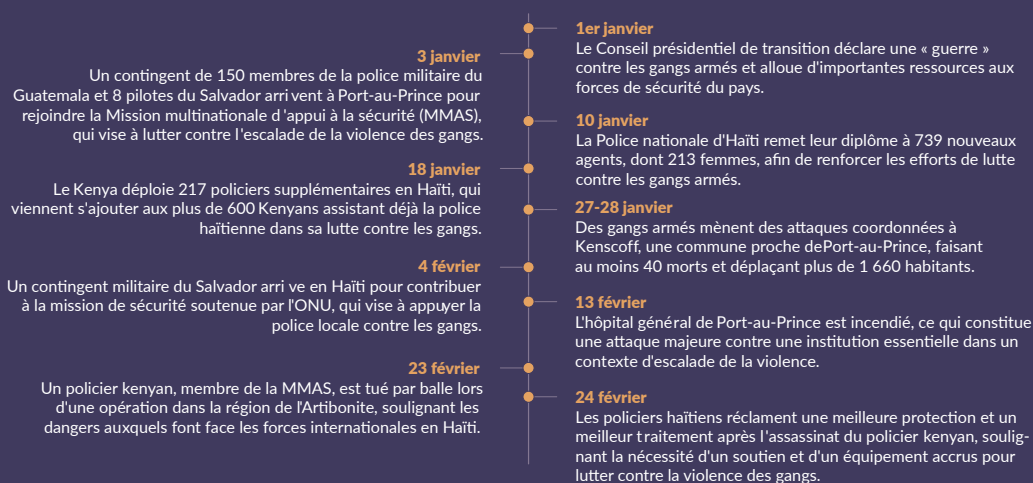


FIGURE 1 Evènements clés en Haïti, Janvier-mars 2025.

Les élections haïtiennes ont historiquement été entachées par des allégations de fraude, une faible participation des électeurs et des ingérences extérieures, ce qui se traduit par une méfiance profonde à l'égard du système politique. La violence politique et la corruption sapent également la légitimité du processus, les élections passées ayant été ternies par la répression des groupes d'opposition, le recours aux pots-de-vin et la falsification des votes.⁴ Les gangs contrôlant 85 % de Port-au-Prince, l'équité de toute élection est très discutable.

De plus, dans un tel climat de violence, les élections peuvent constituer un élément catalyseur plutôt qu'un moment d'apaisement. Tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies – au moins a minima – et que les institutions haïtiennes chargées d'organiser et de superviser le bon déroulement des élections ne sont

pas consolidées, il semble prématuré, voire dangereux, de souscrire à un calendrier qui pourrait rapidement devenir intenable.

Enfin, il semble essentiel, parallèlement aux procédures électorales normales, de travailler à l'élaboration d'une stratégie visant à éviter la participation directe ou indirecte des groupes armés aux élections. Que ce soit par des pressions, des menaces, l'extorsion ou des violences directes contre la population ou les candidats, il est probable que les gangs tentent d'influencer le calendrier démocratique. De plus, il n'est pas exclu que, à l'instar de ce qui a été largement attesté en Haïti, les groupes criminels s'allient avec des candidats et des partis concurrents, contribuant ainsi à la systématisation de la collusion politico-criminelle, ainsi qu'au risque de violence politique.

Notes

- 1 Jean Junior Celestin, « À la guerre comme à la guerre », déclare le président du CPT, *Le Nouvelliste*, 3 janvier 2025 ; voir aussi Robenson Geffrard, Quels sont les plans du CPT pour le pays en 2025 ?, *Le Nouvelliste*, 7 janvier 2025.
- 2 Jacqueline Charles, *Haiti leader says elections can be held this year even as gangs continue their rampage*, *Miami Herald*, 30 janvier 2025.

3 Ibid.

- 4 Arnoux Descardes, *How to Break the Cycle of Weak Elections in Haiti*, U.S. Institute of Peace, 20 juin 2024 ; voir aussi Sam Biden, *The Violent Influence of Armed Groups and Gangs in Haiti's Fragile Democracy*, Human Security Centre, 9 avril 2024.

Violence des gangs en Haïti : le premier anniversaire de Viv Ansanm.

Entre décembre 2024 et février 2025, Haïti a connu une nouvelle flambée des violences commises par les gangs, ce qui aggrave encore les crises sécuritaire et humanitaire. Les données de la fin de l'année 2024¹ au début de l'année 2025 dressent un tableau alarmant : au cours de cette période, 1 732 personnes ont été tuées, 411 blessées et 431 enlevées, ce qui porte le nombre total d'enlèvements à 1 494 pour l'année 2024. De plus,

plus d'un million de personnes (dont 700 000 enfants), soit environ 9 % de la population d'Haïti, ont été déplacées. Des milliers de personnes ont fui les massacres et les attaques. Par ailleurs, à Cité Soleil et à Croix-des-Bouquets, des groupes tels que les 400 Mawozo, le gang Taliban et les gangs de Terre Noire ont pris pour cible les familles de policiers en incendiant leurs maisons.

CHIFFRES CLÉS

Nombre d'homicides ou de personnes blessées, octobre à décembre 2024 : 2 143.²

Nombre d'enlèvements : 431, pour un total de 1 494 en 2024.³

Plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, y compris 700 000 enfants.⁴

Au moins 75 enfants ont été tués et 22 blessés par la violence des gangs, les assassinats ciblés ou les opérations de police. Cela représente une augmentation de 70 % par rapport au troisième trimestre.⁵

On estime à 159 le nombre de personnes tuées depuis janvier 2025.⁶

Une évolution plus profonde vers la gouvernance criminelle

Depuis la formation de la coalition de gangs Viv Ansanm en février 2024, la violence reste généralisée, mais les gangs ont consolidé leur assise territoriale et consolidé leur pouvoir. Ce changement témoigne d'une structuration plus poussée, les gangs se concentrant toujours davantage sur l'établissement d'un contrôle économique et social durable sur les communautés.

Il y'a un an, au printemps 2024, l'union des gangs, un phénomène sans précédent, est parvenue à consolider le pouvoir entre les mains des gangs les plus importants de Port-au-Prince, et leur a permis de coordonner leurs opérations de manière plus efficace et étendre leur influence. Au cours de l'année écoulée, Viv Ansanm a pris le contrôle de nouvelles zones, couvrant l'Artibonite,

de nouveaux espaces frontaliers avec la République dominicaine et des zones du sud-ouest, remodelant ainsi de manière significative le paysage sécuritaire du pays.

La capacité de la coalition à maintenir une cohésion interne, malgré les rivalités historiques, repose sur des objectifs communs et un front uni contre le gouvernement, la Police nationale d'Haïti (PNH) et la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS). La coordination de leurs efforts a entraîné une diminution des conflits inter-gangs, ce qui leur a permis de se concentrer sur l'expansion de leur contrôle territorial et sur la contestation de l'autorité de l'État. Cette unité contraste fortement avec les difficultés du gouvernement haïtien à travailler de concert pour instaurer l'ordre, ce qui souligne les capacités

d'adaptation et les alliances stratégiques des gangs face à l'instabilité politique.

Dans des secteurs comme Cité Soleil, Croix-des-Bouquets et Tabarre, les gangs ont réduit leurs attaques aveugles,⁷ ce qui a permis à une partie des habitants déplacés de rentrer chez eux, mais aussi aux gangs d'augmenter les profits qu'ils tirent de l'extorsion des commerçants, des déplacements de personnes et de marchandises, ou des activités agricoles locales. En revanche, des gangs tels que les 103 Zombies, Grand Ravine et Ti Bois à Carrefour et Gressier ont continué à étendre agressivement leur territoire⁸ en attaquant les régions de Kenscoff et Furcy.

Au-delà de l'exercice d'un contrôle physique, comme l'a documenté la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale) tout au long de l'année 2024,⁹ les gangs se sont concentrés sur l'extorsion comme principale source de revenus.¹⁰

Cette capacité à faire du racket le fondement de leur modèle financier a transformé l'économie politique de la violence. L'extorsion est directement liée à la capacité des gangs à faire de leur contrôle territorial et social le

fondement d'une gouvernance plus large, au sein de laquelle se déploie un racket systématique. Dans les territoires contrôlés par les gangs, mais aussi sur les principaux axes routiers du pays, ainsi qu'autour des infrastructures portuaires ou des frontières, les groupes criminels continuent de taxer tous ceux qui opèrent dans leurs fiefs.

Comme nous l'avions documenté en janvier 2025,¹¹ cette dynamique est au cœur de la consolidation territoriale des gangs, mais aussi de leur volonté d'expansion, y compris dans les zones de Kenscoff, au cours des derniers mois. Chaque avancée des gangs se traduit non seulement par une explosion de violence, mais aussi par la création de cellules locales avec un ou plusieurs chefs, dont l'une des tâches principales est d'établir un régime d'extorsion local, notamment à l'encontre des entreprises de la région, des résidents dans certains cas, mais aussi contre les personnes souhaitant circuler sur les axes routiers, grâce à la création immédiate de checkpoints.

En outre, et c'est un point qu'il faudra surveiller en 2025, l'extorsion par les groupes criminels a gagné les zones rurales, parfois de manière moins visible ou moins documentée que dans la capitale. C'est particulièrement

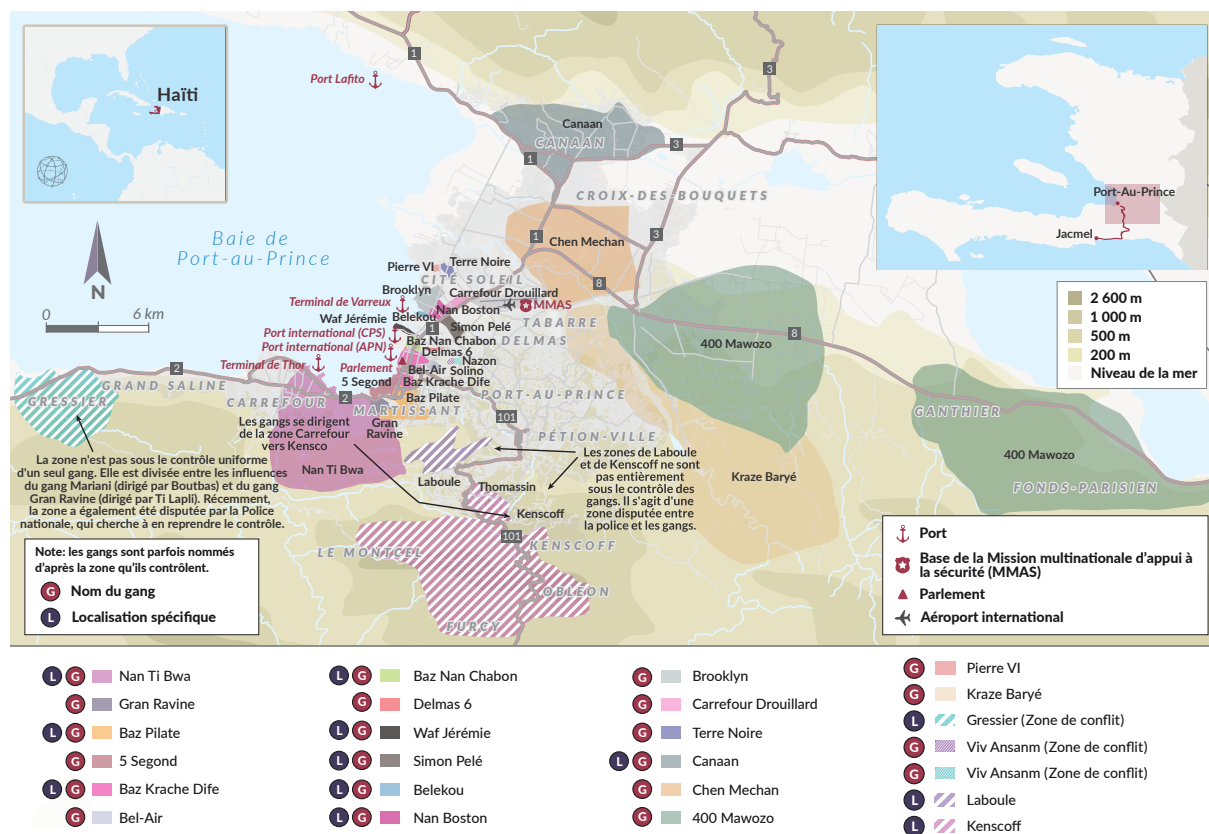


FIGURE 1 Expansion des gangs en Haïti au mois de mars 2025.

le cas dans l'Artibonite et sur le plateau central. Dans l'Artibonite, les gangs ciblent les agriculteurs, les commerçants et les marchés, imposant des « frais de protection » et confisquant des marchandises. Le gang Gran Grif, sous la pression des opérations conjointes de la PNH et de la MMAS, s'est mis à extorquer des communautés plus petites telles que Petite-Rivière-de-l'Artibonite et Dessalines.¹² À Port-au-Prince, l'extorsion

touche désormais aussi les entreprises et les fonctionnaires, ce qui affaiblit encore l'autorité de l'État.¹³ Ce changement a incité les gangs subissant la pression de la police à moins recourir à des crimes tels que les enlèvements, ce qui leur a permis de s'insérer davantage dans les économies locales et rend leur démantèlement plus difficile.

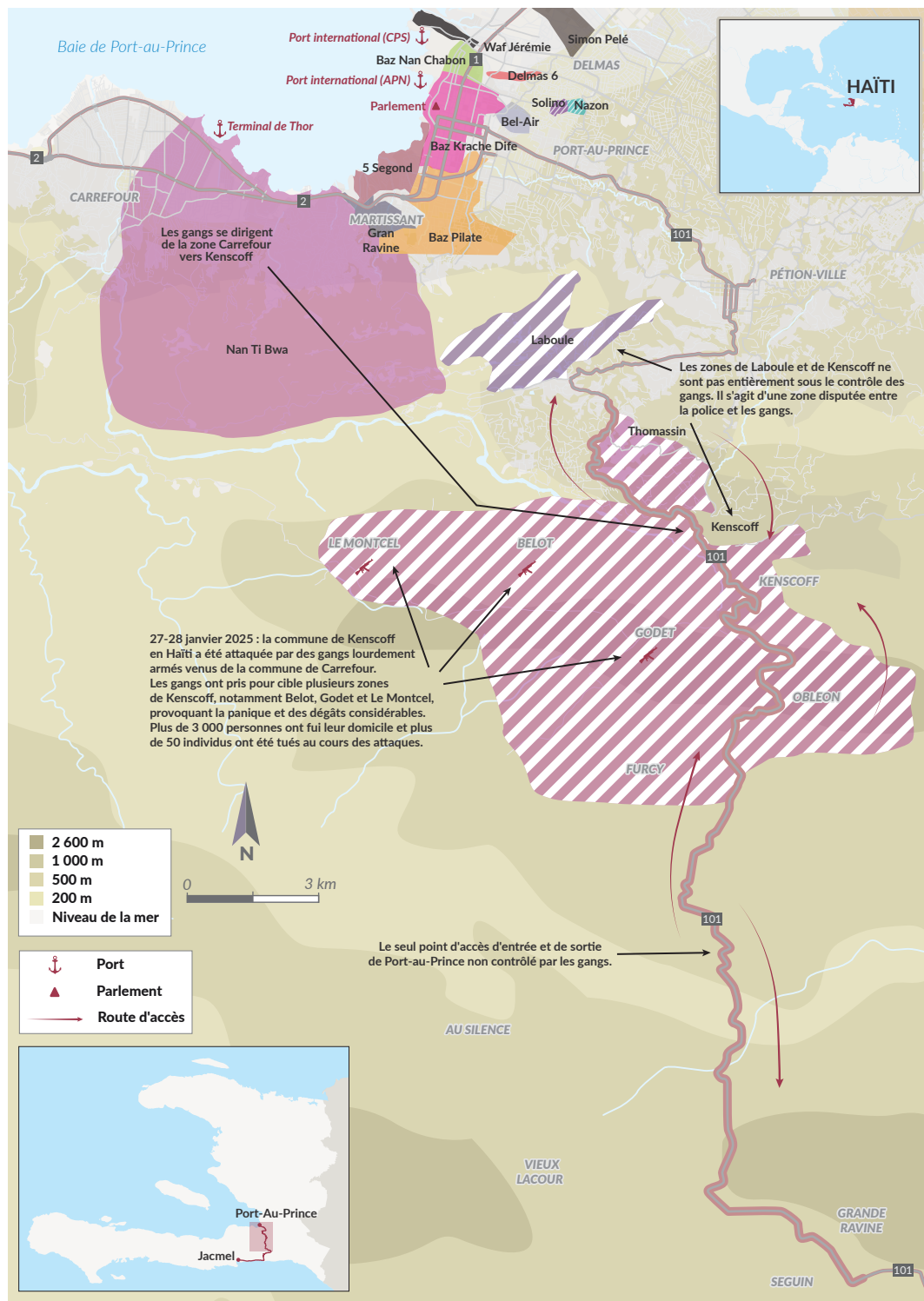


FIGURE 2 Les gangs sont entrés dans la commune de Kenscoff, nichée dans les montagnes au sud-est de Port-au-Prince.

Paralyser Port-au-Prince

Les gangs ont procédé à des relocalisations stratégiques vers différentes zones, afin de contrôler les activités économiques et d'imposer leurs propres structures de gouvernance locale. Ces tactiques jouent un rôle essentiel dans la capacité des gangs à manœuvrer vers des communes comme Kenscoff, une cible de choix et une étape cruciale vers Pétion-Ville, le centre économique et politique de Port-au-Prince.¹⁴

L'importance stratégique de Kenscoff ne peut être surestimée. Commune montagneuse semi-rurale située à environ 16 kilomètres au sud-est de Port-au-Prince, sur les hauteurs de la ville, Kenscoff a traditionnellement été un havre pour la classe moyenne supérieure et une zone tampon logistique entre la capitale et les régions plus sûres. En février, des membres du gang 5 Segond, de Village de Dieu, dirigé par Johnson 'Izo' André, sont allés porte-à-porte, ouvrant le feu sans distinction et incendiant des maisons.¹⁵ Les petites communes de Belot, Furcy, Obléon, Godet et Le Montcel ont également subi les attaques des gangs qui cherchent à contrôler Kenscoff.¹⁶ En réponse à ces attaques, qui ont fait des dizaines de morts, les autorités haïtiennes ont émis des mandats d'arrêt à l'encontre d'individus accusés de soutenir les gangs qui attaquent Kenscoff.¹⁷ Parmi les suspects figurent l'ancien sénateur Nenel Cassy et l'ancien législateur de Kenscoff Alfredo Antoine.

Malgré ces arrestations, le démantèlement des relations politico-criminelles reste une perspective lointaine. Et si

les progrès des enquêtes judiciaires restent opaques, ils laissent peu d'espoir pour un dénouement transparent qui mettrait en lumière les mécanismes qui soutiennent les groupes criminels.

De plus, en infiltrant les quartiers de Kenscoff, d'où ont fui près de 2 000 personnes, les groupes criminels ont pris pied dans des territoires jusqu'alors inoccupés, créant ainsi des positions opérationnelles avancées pour pousser vers le dernier épice centre financier et politique d'Haïti, Pétion-Ville.¹⁸ Les attaques contre Kenscoff, en plus de la pression exercée sur Pétion-Ville, illustrent enfin le désir des gangs de prendre le contrôle de l'une des rares routes autour de la capitale qui leur échappe encore. L'objectif est probablement plus large : pouvoir y établir des checkpoints et multiplier les possibilités d'extorsion, en plus de contrôler le territoire et les habitants.

Comme les forces publiques et la MMAS ne semblent pas en mesure de repousser ou de reconquérir les zones montagneuses prises par les gangs, ces opérations criminelles suggèrent que la capitale finira par être complètement encerclée par les groupes armés. Outre la consolidation du pouvoir des gangs, cette situation fait peser un risque encore plus grand sur la circulation des personnes déplacées et sur la catastrophe humanitaire latente à Port-au-Prince, une situation qui semble actuellement hors de contrôle.

Notes

1 Bureau intégré des Nations unies en Haïti, *Quarterly report on the human rights situation in Haiti*, octobre-décembre 2024.

2 Ibid.

3 Ibid.

4 Ibid.

5 Ibid.

6 Réseau National de Défense des Droits Humains, *Massacres à Wharf Jérémie, Kenscoff et à Chateaublond*, 28 février 2025.

7 Observatoire de la violence et de la résilience en Haïti, *L'expansion des gangs et la pression sur les stratégies de sécurité publique*, Bulletin de risque, Numéro 2, GI-TOC, novembre 2024.

8 Réseau National de Défense des Droits Humains, *Massacres à Wharf Jérémie, Kenscoff et à Chateaublond*, 28 février 2025.

9 Pour plus de publications sur l'extorsion et le chantage à la protection en Haïti, voir Observatoire Haïti.

10 Observatoire de la violence et de la résilience en Haïti, Bulletin de risque, Numéro 2, GI-TOC, novembre 2024.

11 Observatoire de la violence et de la résilience en Haïti, *Dernière chance ? Sortir de l'impasse politique et criminelle en Haïti*, GI-TOC, janvier 2025.

12 Onès Joseph, *Haiti's Artibonite announces new security measures after new gang attack in Dessalines left 3 dead, multiple injuries and homes set ablaze*, *The Haitian Times*, 29 novembre 2024.

13 Observatoire de la violence et de la résilience en Haïti, *Dernière chance ? Sortir de l'impasse politique et criminelle en Haïti*, GI-TOC, janvier 2025.

14 Evens Sanon, *Gangs attack a neighborhood in Haiti that's home to the country's elite*, *Associated Press*, 4 février 2025.

15 Réseau National de Défense des Droits Humains, *Massacres à Wharf Jérémie, Kenscoff et à Chateaublond*, 28 février 2025.

16 HaitiLibre, *Haiti - FLASH: Kenscoff attacked, attackers repelled*, 28 janvier 2025.

17 Juhakenson Blaise, *Police target 16 'dangerous' high profile figures with gang ties, including ex-lawmakers accused of destabilizing regions of Haiti*, *The Haitian Times*, 19 février 2025.

18 Evens Sanon, *Gangs attack a neighborhood in Haiti that's home to the country's elite*, *Associated Press*, 4 février 2025.

Les gangs haïtiens sont-ils en passe d'être reconnus politiquement ?

L'un des développements les plus significatifs jusqu'à présent en 2025 est la montée en puissance de Viv Ansanm, qui cherche à obtenir une reconnaissance politique. Ce groupe, issu de la fusion de factions rivales G9 et G-Pèp, contrôle aujourd'hui près de 85 % de Port-au-Prince.

Le 2 janvier 2025, le leader de Viv Ansanm, Jimmy « Barbecue » Chérizier, a annoncé la transformation du groupe en parti politique.¹ Dans son discours partagé sur les réseaux sociaux, Chérizier a accusé le Conseil présidentiel de transition (CPT), créé en 2024 pour remplacer Ariel Henry, qui avait occupé le poste de premier ministre par intérim après l'assassinat en 2021 du président Jovenel Moïse, de corruption et d'incompétence.² Chérizier a appelé à réduire le CPT de neuf à trois membres, soutenant qu'un conseil réduit et simplifié améliorerait la gouvernance, faisant écho aux sentiments exprimés par les partis politiques Engagés pour le Développement et Fanmi Lavalas.³ Chérizier a également présenté Viv Ansanm non pas comme un syndicat criminel, mais comme un mouvement représentant les communautés marginalisées d'Haïti, et a insisté pour qu'il soit inclus dans les futurs pourparlers de paix et les discussions électorales.

Bien que ces déclarations doivent être prises dans le contexte de la communication publique de Chérizier depuis au moins un an, plusieurs indications fournies par le leader criminel suggèrent un désir d'aller au-delà des opérations de communication et d'exercer une pression encore plus forte sur le contexte politique. Ainsi, Chérizier a pris soin de détailler un calendrier pour la mise en œuvre d'une structure politique liée à Viv Ansanm.

Face à ces déclarations, certains membres du CPT auraient envisagé de reconnaître Viv Ansanm comme une entité politique ; en février 2025, les discussions concernant la reconnaissance de la coalition étaient caractérisées par des points de vue divergents.⁴ Leslie Voltaire, alors président du CPT et affilié au parti Fanmi Lavalas, a exprimé une forte opposition à la formation de toute alliance avec Viv Ansanm. Leslie Voltaire a mentionné un document envoyé à la Communauté

caribéenne (CARICOM) sur lequel figurait la mention de Viv Ansanm, en qualifiant « d'alliance inacceptable » la position de la coalition.⁵ « Le fait que des membres du gouvernement envisagent de permettre à Viv Ansanm d'opérer comme un parti politique revient à laisser le diable entrer chez soi. Nous ne pouvons pas dénoncer activement la violence des gangs tout en leur permettant d'avoir une existence politique », a fait remarquer un représentant du CPT lors d'un entretien avec la GI-TOC.⁶

Les points de vue divergents au sein du CPT soulignent les risques associés avec la reconnaissance des gangs comme acteurs légitimes de la gouvernance de transition en Haïti. D'une part, l'intégration politique pourrait inciter les groupes criminels à désarmer et à se tourner vers la paix. Mais d'autre part, l'intégration pourrait formaliser les structures de pouvoir violentes contrôlées par les gangs, empêchant l'émergence d'un système de gouvernement et risquant de nuire aux efforts visant à répondre aux griefs des communautés marginalisées.

En fin de compte, Haïti est confrontée à une décision déterminante. Au-delà de la communication politique adoptée par les gangs (et des fractures au sein du CPT et du gouvernement sur la réponse à adopter face à la transformation potentielle des groupes armés en factions politiques), les chefs de gangs peuvent exercer une pression décisive sur la transition politique. Cette situation exige des acteurs qu'ils sortent d'une posture de communication et des scandales, comme celui qui a conduit Viv Ansanm à signer le document officiel envoyé à la CARICOM, et qu'ils développent une véritable politique institutionnelle sur la manière de démobiliser ou de démanteler les groupes criminels à l'avenir.

Ce processus ne peut se faire sans une large consultation politique et sociale, et doit être mené dans la plus grande transparence afin d'éviter toute tractation informelle entre la sphère politique et les groupes armés. Toute solution envisagée doit passer par une politique claire de l'État qui permette à Haïti de faire des avancées vers la résolution de la crise de l'insécurité, mais aussi de poser les jalons d'une stratégie judiciaire.

Notes

- 1 Haiti Channel Network, Haïti : La coalition des gangs armés « Viv Ansanm » désormais transformée en parti politique, 2 janvier 2025.
- 2 Observatoire de la violence et de la résilience en Haïti, Bulletin de risque, Numéro 1, GI-TOC, juillet 2024.
- 3 Jacqueline Charles, *Can Haiti's gangs help solve the political crisis? Some politicians seem to think so*, *Miami Herald*, 14 janvier 2025.
- 4 Michelly Teixeira, *Haitian Politicians Debate Whether Criminal Gangs Should Have a Role in The Country's Future*, *The Latin Times*, 18 janvier 2025.
- 5 Radio Télé Vitamine, Haïti-Politique: Leslie Voltaire juge d « alliance inacceptable » le document envoyé à la Caricom mentionnant la position du gang «Viv ansanm», 13 janvier 2025.
- 6 Entretien avec un représentant du Conseil présidentiel de transition, février 2025.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici.

À PROPOS DE LA GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 700 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME